

*Examen de l'investissement étranger*

jets de loi de réaliser leurs objectifs, mais tout de même, compte tenu des opinions qu'on a entendues, je me permets de dire que le débat se tient sur un ton d'objectivité, ce qui est, à mon avis, absolument nécessaire, pour la bonne marche du pays.

• (1610)

Le bill C-132 a trait au contrôle de notre économie. On peut relier cela au nationalisme économique.

A mon avis, il est important de citer certaines statistiques, comme plusieurs l'ont fait avant moi. On est tous naturellement tentés d'accuser le gouvernement d'aujourd'hui ou celui d'hier d'être responsable de l'hémorragie qui se produit dans notre économie ou de la mainmise étrangère sur nos industries ou sur notre économie en général.

Des raisons l'expliquent sûrement, des erreurs ont certainement été commises par les gouvernements antérieurs, mais dans tout ce qu'ils ont pu faire de bien, certaines erreurs se sont aussi glissées, ce qui a pour effet que les Canadiens ne possèdent pas, comme ils le souhaiteraient, la grande partie de leur économie et surtout, de leurs industries.

J'aimerais dire l'attention particulière que nous devrions porter au nationalisme économique et j'aimerais inviter le gouvernement à faire de plus en plus pour favoriser le nationalisme des Canadiens. Je crois que c'est fort important. Le nationalisme commande évidemment une certaine fierté.

Ne nous limitons-nous pas tous à prononcer des discours, plutôt que de nous engager, par fierté nationale? Et je crois qu'il faudrait rappeler par toutes sortes de moyens cette fierté que nous devrions avoir, nous Canadiens, à l'égard de ce bill et de ses conséquences sur notre économie.

Bien sûr, le gouvernement actuel a mis sur pied, il y a à peine deux ans, je crois, la Corporation de développement du Canada, qui était un moyen de maintenir la mainmise des Canadiens sur leurs industries. Je pense que la plupart des députés ont appuyé cette mesure. J'étais un de ceux-là, et j'étais très heureux de voir que cet organisme allait veiller à ce que certaines industries puissent rester dans les mains de nos Canadiens.

Était-ce suffisant? Bien sûr que non, monsieur le président. Mais c'était quand même un effort, et c'était un exemple typique et concret de l'intérêt que le gouvernement portait à ce problème.

On parle du rapatriement de notre économie, ce qui n'est peut-être pas la plus difficile des choses. C'est bien important de contrôler dès maintenant notre économie et de voir à ce que l'hémorragie qui persiste sur notre continent, et surtout dans notre pays, soit enrayée, et ce, le plus tôt possible.

Nous devons envisager des mesures de façon que, pour l'avenir et pour l'immédiat, nous soyons capables de laisser aux mains des Canadiens les industries déjà existantes, et de financer toute industrie nouvelle et tout projet qui s'avérerait très intéressant pour les Canadiens.

Je crois qu'il faut envisager l'immédiat et l'avenir, et avec certaines réalisations très bénéfiques, nous pourrions éventuellement parler du rapatriement de notre économie. Je crois qu'il serait important de rappeler aux députés, et au gouvernement en particulier, l'adoption de mesures qui inciteraient nos Canadiens à encourager tout d'abord les entreprises canadiennes. C'est tout à fait cela

[M. La Salle.]

le nationalisme économique: Habituer les consommateurs canadiens, que ce soit au niveau de l'alimentation ou de l'industrie, à acheter les produits canadiens.

Quant à moi, je pense tous les jours à acheter un produit fabriqué au Québec, comme j'imagine que le Manitobain, avec la fierté qu'on lui connaît, doit faire la même chose. De plus, j'exige que ce produit soit au moins canadien, et, finalement, si je ne trouve pas le produit québécois ou canadien dont j'ai besoin, je dois faire face à ce qu'on appelle l'importation. Or, il y a toujours des pays qui sont des plus intéressés à exporter leurs produits chez nous.

Je crois que c'est là pratiquer un certain nationalisme, qui est parfaitement justifié et logique, si nous voulons sincèrement, non seulement reprendre le contrôle de notre économie, mais conserver l'économie canadienne et en assurer de nouveau l'équilibre.

Lorsqu'on parle de mainmise économique des Canadiens au Canada, je pense qu'il serait aussi important que le gouvernement n'oublie jamais de négocier ou d'inviter les provinces à discuter des mesures à prendre pour atteindre l'objectif que vise le bill C-132.

La promotion de la fierté chez tous les Canadiens doit évidemment se faire, grâce à des campagnes de publicité. Jusqu'à quel point a-t-on oublié que cette publicité est absolument nécessaire pour réveiller les Canadiens? Qu'on le veuille ou non, on pourra faire comme plusieurs députés et se limiter à accuser le gouvernement, quel qu'il soit, de ne pas trouver des mécanismes suffisants.

On pourrait aussi se limiter à croire que des projets de loi qui nécessitent des crédits extraordinaires pourraient arriver à atteindre cet objectif que vise le bill à l'étude. Je pense que nous pourrions y arriver dans la mesure où les Canadiens seront conscients de son importance et seront prêts à accepter de payer cette liberté économique.

On a beau parler d'indépendance sous toutes ses formes, mais dans la mesure où l'on dit souvent. Peuple riche, peuple fort, il faudra effectivement être riche pour être fort, lorsqu'on parle comme entité ou comme pays. Cette richesse sera donc possible dans la mesure où les Canadiens auront un sentiment suffisant de fierté pour investir et pour être tentés d'investir, tous les jours, si cela était possible, dans les industries et sociétés canadiennes.

Je dis que le gouvernement devrait s'empresse de promouvoir cette fierté chez les Canadiens vis-à-vis de l'investissement dans les sociétés canadiennes.

Donnons l'exemple des sociétés d'assurances, parce que des sommes d'argent importantes sont en cause. S'il fallait que les millions de Canadiens qui ont besoin d'assurances décident de favoriser les sociétés canadiennes, cela pourrait être important, et le gouvernement pourrait alors consentir certains prêts. C'est ce que j'appelle le contrôle de notre économie.

Je n'en veux surtout pas, bien sûr, aux Américains qui, eux, ont d'excellents sièges sociaux, lorsque je parle de sociétés d'assurances, mais je me demande si cette fierté individuelle ne devrait pas se pratiquer dans ce domaine comme dans celui de l'alimentation. Cela peut paraître plus ou moins sérieux, mais je pense que c'est là la base d'un certain dirigisme nécessaire pour réaliser l'objectif que vise le bill C-132.

On pourra encore une fois se contenter de demander au gouvernement d'adopter des lois, mais on n'obligera pas un homme d'être suffisamment fier pour penser à réaliser cet objectif dans l'ensemble du pays. Mais il va falloir, par exemple, grâce à des campagnes de publicité et en ne